



# DER GENERALSTABSCHEF

Le Chef de l'Etat-major général

Il Capo dello Stato maggiore generale

No. ....

In der Antwort vermerken — A indiquer dans la réponse  
Da indicare nella risposta

## Note confidentielle

sur l'entretien du 30.1.49 avec M. le Maréchal Montgomery.

Il est à peine besoin d'insister sur le caractère rigoureusement confidentiel de nos conversations et de ma "note". Pour éviter tout malentendu ou toute contestation ultérieure — autant que pour jouer franc jeu — j'ai demandé au Maréchal Montgomery s'il désirait que l'une ou l'autre de ses déclarations ne sorte pas du cercle de ses auditeurs (chef EMG et of. adjoints). Le Maréchal m'a répondu qu'il me faisait confiance et me laissait à cet égard toute liberté. Je n'ai, par conséquent, laissé de côté aucun des points essentiels de son exposé ou de ses réponses; je me suis borné à signaler, dans ma "note", ce qui, à mon avis, est particulièrement "secret" et ne devrait pas sortir du cercle de ceux qui en prendront connaissance.

Dans le but d'alléger mon texte j'ai consigné sous My les déclarations du Maréchal Montgomery, sous Mt les miennes et j'ai usé des abréviations W pour désigner le bloc occidental ou les autorités que représente le Maréchal et E pour parler du bloc oriental.

### I. Exposé My.

Après avoir fait un tour d'horizon sur la situation politique du moment, caractérisée par l'attitude agressive de l'URSS, l'existence d'une ceinture d'états satellites, les points et zones de friction, la faiblesse militaire de W — toutes choses sur lesquelles il n'a pas fait valoir des arguments qui ne fussent connus — My a insisté sur l'importance qu'il y avait, pour W, de s'opposer à E :

- en Extrême-Orient (la Chine étant considérée comme définitivement acquise au communisme), pour empêcher toute emprise sur les Hindous (Pakistan exclu, parce que mahométan) et toute conquête du reste de l'Asie orientale (Indochine, Indonésie, Malaisie, Japon, etc) et de l'Australie;
- au Moyen-Orient et en Europe pour lui interdire toute progression qui lui permette la conquête de l'Afrique, objectif final certain de E.



- 2 -

Dans cette lutte pour la domination mondiale les chances de succès final de E sont grandes s'il réussit à mettre la main sur les Indes, l'Asie orientale et l'Afrique. Pour empêcher la conquête du continent noir il faut tenir le Moyen-Orient (opération relativement aisée) et l'Europe occidentale, la Méditerranée servant d'"obstacle anti-chars" entre les deux régions d'offensive probable.

En Europe le problème capital, dont dépendra son sort, est celui de l'Allemagne, coupée actuellement en 3 parties (la 3<sup>e</sup> comprenant les anciens territoires passés à la Pologne) et qui n'a qu'un but: reconstituer son unité. Si l'Allemagne s'allie à E, sous la condition et avec la promesse de retrouver son unité, le sort de l'Europe occidentale est scellé et, par-tant, les chances de conserver l'Afrique sérieusement compromises. Il faut donc tout tenter pour rallier ce pays à W.

Etant donné cette volonté de conquête de E, la guerre est inévitable, à plus ou moins brève échéance: peu probable d'ici 1 à 2 ans, elle éclatera dès que le potentiel économique de E, aujourd'hui encore défavorable, sera à la hauteur de son potentiel militaire, considéré maintenant déjà comme suffisant. E est très habile pour nuancer ses efforts, céder parfois même du terrain, lancer des offensives de paix destinées à endormir l'adversaire. C'est se leurrer gravement que de se laisser impressionner ou même influencer par ces dernières.

Malheureusement W est très faible; son rétablissement moral autant que matériel est lent et se heurte à des particularismes nationaux difficiles à surmonter. On en est encore à repartir de zéro.

Malgré cette faiblesse le Haut-commandement de W a pris la décision (renseignement à considérer comme "secret") de résister à toute agression militaire de E sur le Rhin, et sur les Alpes Maritimes, c.a.d. de chercher à conserver la Hollande, la Belgique, la France et l'Espagne.

My estime que d'ici 3 ans (rens. à tenir "secret") W ne pourra observer qu'une attitude défensive et que ce n'est qu'à la fin de cette période qu'il pourrait espérer résister avec succès. Il faut compter 5 ans (également "secret") pour que le Cdt. de W puisse songer à une stratégie offensive, seule capable d'amener la victoire. Pour sa défense W ne doit, ni ne peut compter sur l'aide des forces armées américaines, si ce n'est des forces aériennes, les Etats-Unis et le Canada ayant besoin de leurs propres armées de terre pour la défense de leur territoire ou se réservant de les engager là où l'exigera la situation stratégique du moment.

My est d'avis que, si W était attaqué sur son front Nord (Rhin) ou même Sud (Alpes Maritimes) la Suisse devrait rester neutre, cela dans l'intérêt de W, - comme ce fut déjà le cas lors des deux dernières guerres - autant que dans son propre intérêt. My déclare, à ce sujet, que son opinion n'est pas partagée par tous les dirigeants de W, dont certains - la France notamment - voudraient voir notre pays faire, peut-être maintenant déjà, cause commune avec W. Il se pourrait qu'à cet égard la Suisse soit tôt ou tard l'objet de demandes ou de pressions, auxquelles nous serions bien inspirés de résister.

Si notre neutralité devait ne pas être respectée et notre territoire violé, le Cdmt. W doit pouvoir compter que nous défendrons notre pays et que nous ne laisserons pas un trou béant dans son dispositif, entre le Rhin de Bâle et le Lac Léman.

L'exposé My étant terminé j'ai estimé devoir faire préciser une ou deux déclarations, notamment celle sur l'Allemagne - son rôle, les intentions probables de ses dirigeants et du danger que représenterait pour ce pays de se lier trop intimement à E - . My a repris la déclaration antérieure selon laquelle il était de toute importance que W mette tout en oeuvre pour attirer ce pays dans sa sphère d'influence.

J'ai remercié My de la confiance témoignée à l'égard d'un représentant d'un pays neutre et l'ai assuré de la discrétion dont nous saurions user. J'ai insisté sur la parfaite concordance existant entre sa conception et la nôtre au sujet de notre neutralité et des devoirs qui en découlent.

## II. Discussion sur quelques problèmes militaires.

Mt explique, en quelques mots, l'importance capitale que représenterait, pour la lutte contre un envahisseur venant de E, la résistance de W sur le Rhin - et, au contraire, les répercussions néfastes qu'aurait, pour nous, le fait d'être encerclés et menacés sur toutes nos frontières. My se borne à prendre acte.

Mt relève qu'une défense de W englobant, au sud, l'Italie aurait, pour nous, l'avantage d'une frontière sud non menacée et de voies de communication maintenues ouvertes vers la Méditerranée. My répond avec netteté que l'Italie n'est pas indispensable à la défense de l'Europe occidentale, stratégiquement parlant, et que l'inclusion de ce territoire pourrait représenter pour W plus une charge qu'une aide (renseignement à tenir "secret", vu l'importance politique autant que militaire de cette déclaration).

Mt donne connaissance des conceptions admises et rendues publiques, concernant la lutte en avant du Réduit et de notre volonté de rester maîtres aussi longtemps que possible d'une portion de notre territoire en consacrant à sa défense une partie de nos forces armées. La durée de notre résistance, tant en avant que dans le Réduit, sera fonction de la durée de résistance de W sur le Rhin et, surtout, de l'efficacité de ses opérations aériennes contre les forces aériennes de E.

My demande si la violation de notre neutralité par E entraînerait automatiquement l'alliance de la Suisse avec les puissances de W et si cette alliance impliquerait un appel à l'aide militaire. Mt répond que cette alliance ne saurait être automatique et qu'il appartient au gouvernement de prendre, au moment qu'il jugera opportun, une décision à ce sujet. Quant à une aide militaire, il n'est pas non plus possible de nous lier par

une déclaration quelconque; les mesures défensives que nous préparons en temps de paix ne peuvent faire état d'une aide immédiate, au contraire nous devons plutôt envisager le pire, c.a.d. préparer la défense du pays avec nos seules forces. My prend acte de ces explications; il recommande cependant que, si nous devions être attaqués par E. le contact soit pris le plus rapidement possible avec W., cela dans l'intérêt des uns et des autres.

Mt attire enfin l'attention de My sur l'importance qu'il y a pour nous de pouvoir continuer, comme actuellement, à acquérir à l'étranger du matériel de guerre ou les matières premières nécessaires à sa fabrication, ceci dans l'intérêt bien compris de tous. My donne toutes assurances, à condition toutefois que ce soit contre paiement. J'ai immédiatement répliqué que je n'avais jamais supposé qu'il puisse en être autrement.

### III. Impressions et considérations finales.

L'exposé My fut remarquable tant par sa simplicité et sa clarté que par la logique de sa construction. Dans ses déclarations aussi bien que dans ses réponses à mes questions on avait vraiment l'impression d'être en face d'un grand chef qui sait ce qu'il se veut.

Aucun facteur nécessaire à la compréhension du problème en discussion ne semble avoir été sciemment caché par My. Il est vrai que l'on s'en est tenu aux grandes lignes, ce qui permettait d'éviter l'écueil des questions par trop confidentielles et délicates.

A part la déclaration sur notre neutralité, les révélations de My peuvent ne pas paraître très neuves: il est certain que tout cela s'était déjà dit ou écrit; ce qui leur donne de la valeur, c'est la personnalité de l'interlocuteur et sa situation officielle à la tête des forces armées de W.

En revanche il faut rendre hommage à My de la parfaite compréhension qu'il a de notre neutralité et du rôle utile qu'elle pourrait remplir au profit de W en cas d'hostilités; c'est assez rare chez un étranger pour que cela vaille la peine d'être souligné, d'autant plus que cette déclaration a été entièrement spontanée.

My a parlé en chef militaire qui a "apprécié une situation", et a pris sa "décision". C'est dire que, si son exposé brille par sa clarté et sa logique, il pâtit en revanche d'une absence de nuances indispensables à l'appréciation d'une situation politico-militaire d'avenir: ses vues sur la Chine (définitivement communiste), sur l'Allemagne ou l'Italie, les délais qu'il envisage pour la préparation défensive ou offensive de W., ont une rigueur toute militaire; l'avenir pourrait bien ne pas lui donner raison en tous points.

A aucun moment de l'entretien je n'ai eu l'impression que My était venu rencontrer le Chef EMG d'un petit pays neutre pour chercher à l'influencer, pour faire pression, indirectement, sur son gouvernement, pour le sonder ou lui adresser des demandes intempestives. Au contraire My s'est contenté des réponses que je donnais et n'a pas cherché à en savoir davantage. Je tiens à faire remarquer que ses questions sur l'abandon automatique de notre neutralité en cas d'agression et sur l'aide éventuelle n'ont été posées qu'au cours de la 2<sup>e</sup> partie (discussion) et n'étaient pas comprises dans son "exposé".

-----

En réfléchissant au but et au déroulement de notre entretien plusieurs questions viennent inévitablement à l'esprit qui, toutes peuvent se rattacher à celle-ci: pourquoi cette entrevue? My a-t-il agi de sa propre initiative ou était-il mandaté? A-t-il voulu faire pression ou seulement impression? Voulait-il simplement se renseigner? Comment concilier la nécessité du secret qui doit entourer tout plan militaire avec ses révélations et la confiance témoignée au représentant d'un petit état neutre?

Il est naturellement difficile de répondre à ces questions.

Je crois devoir rappeler tout d'abord que c'est la deuxième fois que j'ai eu l'honneur de m'entretenir un peu longuement avec le Maréchal. La première fois, c'était en février 1946, à Gstaad où je lui fis une visite de courtoisie. Lors de cette entrevue la discussion fut tout autre: il se renseigna un peu sur notre système militaire, qu'il ne manqua pas de considérer comme peu approprié à une guerre moderne. Son leit-motiv étant qu'une armée de métier, même de faible effectif, complétée par des milices territoriales, était la seule solution admissible, il chercha avant tout à me persuader de la justesse de son point de vue et me conseilla de faire nôtre sa conception.

Cette fois je n'eus à aucun instant l'impression d'une "leçon" faite à quelqu'un dont on attend quelque chose. My ne prit même pas la peine de se renseigner sur l'état actuel de notre armée, sur notre armement ou nos possibilités de résistance, d'où je conclus que, sur ces points-là, il est au courant.

Je serais donc tenté de penser que le but primordial de l'entretien fut de s'assurer que le trou existant dans son dispositif défensif entre le Rhin et les Alpes françaises ne représentait pas un danger pour le commandant en chef de W. D'où ce désir de nous voir rester neutres ou, si notre neutralité devait être violée, acquérir l'assurance que nous nous opposerions par les armes à l'agression de E. Il est probable que l'appréciation des forces que W doit constituer presque de toutes pièces pour être à même de "résister avec succès dans 3 ans" ne lui permet pas de compléter son dispositif en tenant, en outre, le Jura français face à la Suisse. La demande relative à l'automatisme de notre alliance avec l'adversaire de notre agresseur ainsi que celle touchant une "aide" éventuelle que nous pourrions solliciter font également partie des préoccupations du chef militaire qui cherche à peser tous les éléments nécessaires à la juste appréciation du problème qu'il doit résoudre. \*)

\*) Ce rapport étant écrit, j'ai pris connaissance du rapport du 27.1.49 de notre attaché militaire à Paris sur "l'Etat-major des forces occidentales". Ce qui est exposé au sujet de la mission du Comité des commandants désignés confirme ce que j'ai supposé ci-dessus.

My s'est exprimé essentiellement en militaire s'adressant à un autre militaire - même son point de vue sur la question plutôt politique, de la neutralité ne visait probablement que son aspect militaire -. D'où, peut-être, cette confiance et, en tous cas, cette nécessité de poser le problème dans son entier, au risque de dévoiler quelques secrets.

Du point de vue militaire il est sans grande importance pour nous de savoir si My a agi de sa propre initiative ou en plein accord avec les gouvernements de W. Pour le Département politique ce serait sans doute plus utile de savoir, de manière à régler en connaissance de cause l'attitude à observer envers les représentants de ces états. Il est important, à cet égard, de signaler que My a été très net lorsqu'il nous a laissé entendre que nous pourrions être en butte à une offensive tendant à nous faire abandonner notre neutralité et qu'il nous a dit que nous pouvions faire état, même publiquement, de son opinion contraire à cet abandon.

C'est cette dernière déclaration, ainsi que sa tendance bien connue à l'indépendance pour ne pas parler de ce travers, également connu, de la haute opinion qu'il a de lui-même, qui m'engagent à penser qu'il a agi de son propre chef et à l'insu des gouvernements de W. Nous croyons savoir qu'il a tenu à ce que, en dehors des représentants suisses, personne d'autre n'assiste à l'entrevue.

Il est vrai d'autre part que, depuis un certain temps, nous sommes sollicités de divers côtés pour que nous liions notre sort à celui de l'"Europe" - par quoi on entend les adversaires de E - et que, dans le domaine des armements et des recherches techniques militaires nous établissions des contrats. L'entretien de Mürren pourrait paraître faire partie de cette offensive. Me fondant sur l'absence complète de vouloir faire pression sur son interlocuteur ou de lui adresser des demandes de caractère militaire, quitte à essuyer un refus, j'ai plutôt l'impression qu'il n'en est rien.

Comme conclusion à cette note je crois pouvoir dire que, militairement parlant, les renseignements obtenus de la bouche même du Cdt. en chef de W sont précieux - en particulier en ce qui concerne les délais nécessaires à W pour remettre sur pied des forces armées aptes à s'opposer à E - mais qu'ils ne peuvent avoir aucune influence sur les dispositions que nous devons prendre en temps de paix pour notre défense nationale militaire. La conviction de My que la guerre est inévitable n'est pas réjouissante; elle ne peut et ne doit que renforcer notre volonté de ne rien négliger pour que nous soyons prêts si cette prédiction devait, malheureusement, se réaliser.

LE CHEF DE L'ETAT-MAJOR GENERAL :

*Montmollin*

Colonel cdt. de corps de Montmollin.